



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 16 octobre 2008 (20.10)
(OR. en)**

14381/08

COPEN 190

NOTE DE TRANSMISSION

de:	Raul Mälk, Représentant permanent de la République d'Estonie auprès de l'Union européenne
au:	Secrétariat général du Conseil
Objet:	Décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires – Lettre de notification

M. Ivan BIZJAK
Directeur général
Direction générale H (Justice et affaires intérieures)
Conseil de l'Union européenne
Rue de la Loi 175
B- 1048 Bruxelles

Vos réf.:
Nos réf. : 10-3-6/10898

Le 30 septembre 2008

Décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires - Notification et mise en œuvre des dispositions des décisions-cadres

Se référant à l'article 2, paragraphe 1, et à l'article 16, paragraphe 1, de la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires, l'Estonie informe le Secrétariat général du Conseil de ce qui suit.

1. Se référant à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires, l'Estonie signale que l'autorité qui est compétente, lorsque l'Estonie est l'État d'émission ou l'État d'exécution, est le ministère de la justice. Les décisions, accompagnées du certificat prévu, doivent donc être adressées au:

EV Justiitsministeerium
Tõnismägi 5a
Tallinn 15191
ESTONIE
Tél.: +372 620 8100
Courrier électronique: info@just.ee

2. En ce qui concerne l'article 16, paragraphe 1, de la décision-cadre, l'Estonie déclare qu'elle acceptera les certificats rédigés ou traduits en estonien ou en anglais.

3. Conformément à l'article 20, paragraphe 5, de la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires et à l'article 14, paragraphe 2, de la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve, l'Estonie communique le texte des dispositions transposant dans son droit national les obligations découlant des décisions-cadres précitées. Veuillez trouver en annexe les documents requis, qui comportent 9 pages.

(Formule de politesse)

Margus Sarapuu
Secrétaire général

Ülle Eelma 620 8288; ylle.eelmaa@just.ee